



Intervention de l'UD d'Eure et Loir le mardi 5 octobre 2021

Mes chers camarades,

Nous sommes en grève aujourd'hui pour revendiquer l'augmentation massive et immédiate du SMIC et de tous les salaires, une revalorisation massive des pensions et des retraites.

Et il y a urgence face à l'incroyable avalanche de hausses de prix sur le gaz, l'électricité, les carburants sur tous les produits de première nécessité, qui pousse des pans entiers de la population et de la jeunesse chaque jour un peu plus dans la misère et la paupérisation.

Nous sommes en grève pour exiger le retrait de la réforme de l'assurance chômage qui précipite des centaines de milliers de demandeurs d'emplois dans la misère.

Les salariés, les retraités « n'y arrivent plus » ! Les « fins de mois » arrivent de plus en plus tôt.

Mais ce n'est pas la crise pour tout le monde ! les profits des actionnaires explosent : cette année en pleine pandémie, plus de 50 milliards de dividendes ont été versés aux actionnaires du CAC 40.

On assiste sous la houlette du gouvernement à un véritable pillage de la force de travail et du pouvoir d'achat au bénéfice des capitalistes.

Nous sommes en grève aujourd'hui pour exiger l'arrêt immédiat des licenciements et leur interdiction.

Les salariés n'ont pas à payer le « quoi qu'il en coûte ». Le gouvernement qui a distribué des milliards aux entreprises est responsable et doit garantir les emplois. La responsabilité du gouvernement est engagée.

L'année dernière, le gouvernement italien, face aux grèves dans la métallurgie, a voté une loi interdisant tous les licenciements. Pourquoi ça ne serait pas possible en France ?

Nous sommes en grève aujourd'hui pour exiger l'embauche immédiate de milliers d'agents dans toutes les branches de la fonction publique.

Le « quoi qu'il en coûte » devient aujourd'hui une « dette » que les travailleurs devraient payer par des coupes majeures dans les services publics.

Au moment où les salariés du privé en ont le plus besoin la Préfecture d'Eure et Loir décide de maintenir la fermeture de l'accueil en présentiel au service de renseignements de l'Inspection du Travail, seule administration maintenue fermée par les autorités ... comme par hasard ! Nous exigeons la réouverture immédiate !

Dans les hôpitaux, les fermetures de lits et de services ont continué pendant toute la pandémie et aujourd'hui sous couvert d'obligation vaccinale, le gouvernement procède au plus grand plan social de l'histoire en jetant dehors du jour au lendemain des milliers d'hospitaliers !

C'est pourquoi nous revendiquons l'annulation de toutes les sanctions, le paiement de tous les salaires des hospitaliers suspendus.

Il faut exiger partout les moyens en personnels et en salaires pour tous les services publics, pour tous ceux qui participent au fonctionnement social : les AESH, les caissières, les aides à domicile, tous ces travailleurs condamnés au temps partiel et à vivre avec un salaire de misère.

Nous sommes en grève pour défendre l'école de la République, au moment où l'institution scolaire est menacée dans son existence même, par le projet dévoilé par Macron à Marseille de « dénationaliser » l'école primaire ! Ce qu'il faut à l'Ecole, c'est le recrutement massif d'enseignants et de personnels pour assurer un avenir à notre jeunesse.

Il faut stopper la vague des licenciements qui s'amplifie. Il faut ouvrir des hôpitaux et non pas les fermer. Il faut ouvrir des centaines de classes et non pas en fermer.

Nous sommes conscients qu'une journée d'action, aussi réussie soit-elle, ne changera pas fondamentalement les choses. Alors quoi faire ?

La grève générale ne se décrète pas. Mais elle se prépare.

Revendiquer, organiser le combat, déclencher la grève s'il le faut pour faire aboutir nos revendications, arracher les moyens de vivre. Pour nous, pour nos aînés, pour l'avenir de nos enfants.

Alors, dans nos entreprises, nos services, organisons les assemblées générales de salariés, élaborons partout les revendications les plus précises.

Décidons partout de les faire aboutir par tous les moyens, y compris la grève.

C'est la seule façon de créer le rapport de force.

Nous sommes le nombre ! C'est dans l'action unie que nous serons la force !